

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Sylvain Lemay, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité d'Hébertville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date 15 décembre 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	28
Situation financière par organismes	29
Charges par objets	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	42
Analyse des charges consolidées	54

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la Municipalité d'Hébertville,

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de Municipalité d'Hébertville (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2024 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Aux 31 décembre 2024 et 2023, la municipalité n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas fourni les informations requises sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour les exercices terminés les 31 décembre 2024 et 2023 n'ont pu être quantifiées. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, comme nous l'avons fait pour les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Éric Gagnon, CPA Auditeur, permis de comptabilité publique no A128909

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Municipalité d'Hébertville, le 27 novembre 2025

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
				Redressé note 24
Revenus				
Taxes	1	4 625 244	4 764 020	4 669 970
Compensations tenant lieu de taxes	2	234 241	235 462	223 813
Quotes-parts	3			
Transferts	4	690 523	988 378	4 661 783
Services rendus	5	1 422 205	157 793	1 241 574
Imposition de droits	6	212 230	306 965	626 871
Amendes et pénalités	7	10 000	7 770	16 521
Revenus de placements de portefeuille	8		811	1 439
Autres revenus d'intérêts	9	50 000	369 622	154 338
Autres revenus	10	20 000	1 569 173	102 856
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	7 264 443	8 399 994	11 699 165
Charges				
Administration générale	14	837 197	969 333	836 999
Sécurité publique	15	493 390	573 794	537 384
Transport	16	1 410 773	2 072 234	1 930 932
Hygiène du milieu	17	811 017	1 044 482	937 069
Santé et bien-être	18	20 000	16 742	7 347
Aménagement, urbanisme et développement	19	316 299	362 984	355 737
Loisirs et culture	20	1 985 421	777 667	2 271 520
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	434 340	695 703	470 680
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	6 308 437	6 512 939	7 347 668
Excédent (déficit) lié aux activités	25	956 006	1 887 055	4 351 497
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		23 102 177	18 746 325
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27		(153 203)	(148 848)
Solde redressé	28		22 948 974	18 597 477
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		24 836 029	22 948 974

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 071 927	1 358 482
Débiteurs (note 5)	2	4 895 446	10 406 083
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7	5 651 813	31 683
	8	12 619 186	11 796 248
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	487 660	3 581 486
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 121 612	1 880 105
Revenus reportés (note 11)	12	1 263 727	1 670 318
Dette à long terme (note 12)	13	9 160 652	9 495 458
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	12 033 651	16 627 367
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	585 535	(4 831 119)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	23 870 636	27 355 891
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	176 053	176 053
Stocks de fournitures	20	91 930	89 399
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	111 875	158 750
	23	24 250 494	27 780 093
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	24 836 029	22 948 974
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	24 836 029	22 948 974
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	24 836 029	22 948 974
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
				Redressé note 24
Excédent (déficit) lié aux activités	1	956 006	1 887 055	4 351 497
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	1 867 710)(	6 131 234)
Produit de cession	3		5 382 682	62 752
Amortissement	4		1 137 615	1 148 061
(Gain) perte sur cession	5		(1 167 332)	(36 240)
Réduction de valeur / Reclassement	6			31 683
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		3 485 255	(4 924 978)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			(29 558)
Variation des stocks de fournitures	10		(2 531)	(26 390)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		46 875	(26 992)
	13		44 344	(82 940)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	956 006	5 416 654	(656 421)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(4 610 922)	(3 918 368)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18		(220 197)	(256 330)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(4 831 119)	(4 174 698)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		585 535	(4 831 119)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 887 055	4 351 497
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 137 615	1 148 061
Autres			
▪ Perte (gain) sur disposition et réduction de valeur	3.1	(1 167 332)	(36 240)
▪ Désactualisation des autres actifs financiers	3.2	(269 131)	
	4	1 588 207	5 463 318
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	5 510 637	(3 914 622)
Autres actifs financiers	6	31 683	
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(311 522)	(612 118)
Revenus reportés	8	(406 591)	1 005 631
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		(29 558)
Stocks de fournitures	11	(2 531)	(26 390)
Autres actifs non financiers	12	46 875	(26 992)
	13	6 456 758	1 859 269
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(1 946 764)	(5 724 751)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		62 752
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(1 946 764)	(5 661 999)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24		5 856 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(727 429)	(1 466 375)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(3 093 826)	(1 694 991)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	24 706	(67 176)
Autres			
▪	28.1		
	29	(3 796 549)	2 627 458
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	713 445	(1 175 272)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 358 482	2 533 754
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	1 358 482	2 533 754
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	2 071 927	1 358 482

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité d'Hébertville (ci-après « la municipalité ») est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après « les normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la municipalité des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

La municipalité participe aux partenariats suivants dans les proportions indiquées :

	Consolidation proportionnelle ligne par ligne %
Régie intermunicipale de sécurité incendie - secteur sud	18,25 (18,49 en 2023)
Régie intermunicipale du parc industriel - secteur sud	30 (30 en 2023)

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires, ainsi que les placements, dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Contrats de location-bailleur

La municipalité analyse les contrats de location dans lesquels elle a une position de bailleur pour déterminer si ceux-ci transfèrent pratiquement tous les avantages et risques inhérents à la propriété des immobilisations corporelles louées au preneur. Le cas échéant, ceux-ci sont comptabilisés comme des contrats de location-vente. Lorsque les contrats de location portent sur un terrain bâti, les composantes du bail sont séparées en fonction de leur juste valeur proportionnelle pour analyser séparément le bail afférent au terrain et celui afférent aux immobilisations corporelles amortissables.

Contrat de location-vente

Le montant comptabilisé au titre de la vente correspond à la valeur actualisée des paiements minimums exigibles à la date d'entrée en vigueur du bail, incluant le cas échéant la juste valeur estimative des contreparties autres qu'en espèces lorsque les baux prévoient de telles contreparties. Dans le cas de baux emphytéotiques dont la contrepartie reçue par la municipalité inclut la rétrocession de certains actifs à l'échéance de l'emphytéose, cette contrepartie à recevoir est comptabilisée à titre d'« Autre actif financiers » jusqu'au moment où la rétrocession a lieu.

Les produits financiers non gagnés sont imputés aux résultats sur la durée du bail de manière à produire un taux de rendement constant de l'investissement net dans le contrat de location.

Pour chaque créance découlant d'un contrat de location-vente, la municipalité détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative et si la municipalité détermine qu'il y a eu, au cours de l'exercice, un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs de cette créance, une réduction sera alors comptabilisée à l'état des résultats à titre de moins-value.

D) Passifs

S.O.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'exercice, et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, incluant les coûts de transaction et les coûts de mise hors service d'immobilisations, le cas échéant. Le coût des immobilisations corporelles louées en vertu de contrats de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les immobilisations corporelles acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à la juste valeur au moment de l'acquisition.

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

	Taux
Infrastructures	2,5 % à 20 %
Bâtiments	2,5 % à 10 %
Véhicules	3,33 % à 20 %
Machinerie, outillage et équipement divers	5 % à 20 %
Ameublement et équipement de bureau	10 % à 20 %
Autres	6,67 %

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la créance devient exécutoire.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations devant être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La municipalité comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la municipalité sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La municipalité détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

J) Autres éléments

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

3. Modification de méthodes comptables

Revenus

Au cours de l'exercice, la municipalité a adopté les normes du chapitre SP 3400, « Revenus », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Ce chapitre établit des exigences différenciées en matière de comptabilisation en ce qui a trait aux revenus issus des opérations qui comportent des obligations de prestation (appelées « opérations avec contrepartie ») et à ceux issus des opérations sans obligation de prestation (appelées « obligations sans contrepartie ») ainsi qu'aux informations à fournir à leur sujet.

Le chapitre définit une obligation de prestation comme étant une promesse exécutoire de fournir des biens ou des services précis à un payeur en particulier. Le revenu tiré d'une opération avec contrepartie est constaté lorsque la municipalité remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis au payeur.

Les revenus tirés d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque la municipalité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'elle relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

Pour les opérations avec contrepartie, la municipalité doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou de services) sont distincts et doivent, par conséquent, être traités séparément. Lorsque la municipalité détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestation pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou des services attribué à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023, ont fait l'objet d'une application prospective. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la municipalité.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	2 071 927	1 358 482
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	2 071 927	1 358 482
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 () ()		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	2 071 927	1 358 482
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	2 071 927	878 360
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		913 400

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux réserves financières relatives aux surplus affectés, aux revenus reportés de carrières sablières, aux fonds réservés, aux fonds réservés pour le fonds de roulement et aux soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 682 229 \$ (404 339 \$ en 2023). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 56 140 \$ (49 441 \$ en 2023).

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	663 647	626 952
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	3 225 161	9 271 441
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	63 924	186 867
Organismes municipaux	13		
Autres			
▪ Droits, locations, mutations	14.1	942 714	320 823
	15	4 895 446	10 406 083
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 689 603	2 293 808
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	1 689 603	2 293 808
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	16 805	16 805
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	2 670 732	3 445 592
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	487 583	5 637 690
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	66 846	188 159
	27	3 225 161	9 271 441

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 1,67 % à 4,48 % (1,67 % à 4,48 % au 31 décembre 2023) et viennent à échéance au plus tard en 2044.

Les montants des débiteurs du gouvernement du Québec et ses entreprises non rattachés à une dette encaissables sur plusieurs exercices totalisent 252 156 \$, portent intérêt à des taux variant de 2,47 % à 3,94 % et viennent à échéance au plus tard en 2043.

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		31 683
Autres			
▪ Contrat de location-vente	41.1	5 651 813	
	42	5 651 813	31 683

Note

Les autres actifs financiers sont composés des investissements nets dans des contrats de location-vente en lien avec les baux emphytéotiques. Le taux d'intérêt implicite des contrats de location-vente est de 5 %.

9. Emprunts temporaires

La municipalité bénéficie d'emprunts temporaires autorisés d'un montant total de 3 456 165 \$ (5 467 011 \$ au 31 décembre 2023) portant intérêt à des taux variant du taux préférentiel, soit 5,45 %, au taux préférentiel plus 0,50 %, soit 5,95 % (taux variant du taux préférentiel soit 7,2 %, au taux préférentiel plus 0,50 %, soit 7,70 % au 31 décembre 2023), et renouvelables annuellement. Ces emprunts temporaires sont utilisés pour les opérations courantes et d'investissement de la municipalité.

La régie intermunicipale de sécurité incendie-secteur sud dispose d'une facilité de crédit d'un montant autorisé de 50 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel et sans date de renouvellement.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	602 205	508 309
Salaires et avantages sociaux	44	302 480	266 542
Dépôts et retenues de garantie	45	104 684	985 545
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Organismes municipaux	47.1	20 265	16 500
▪ Intérêts courus	47.2	91 978	103 209
	48	1 121 612	1 880 105

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	37 642	35 975
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ Société habitation du Québec et PARIT	54.1	1 119 179	1 418 167
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	48 078	27 170
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Autres	62.1	58 828	189 006
	63	1 263 727	1 670 318

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,90	5,00	2025	2044	64	8 886 015	9 598 655
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	6,90	6,90	2029	2029	68	353 128	
Autres					69		
					70	9 239 143	9 598 655
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(78 491)	(103 197)
					72	9 160 652	9 495 458

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73		682 925	64 634		747 559
2026	74		1 676 671	69 237		1 745 908
2027	75		1 946 701	74 169		2 020 870
2028	76		4 499 786	79 451		4 579 237
2029	77		16 607	65 637		82 244
2030 et plus	78		63 325			63 325
	79		8 886 015	353 128		9 239 143
Intérêts et frais accessoires	80		()	()	()	
	81		8 886 015	353 128		9 239 143

Note

Les versements estimatifs incluent les refinancements dans l'année où ils surviennent.

13. Avantages sociaux futurs

		2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87		
Autres régimes (REER et autres)	88	56 089	38 566
Régimes de retraite des élus municipaux	89	2 450	2 450
	90	58 539	41 016

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
▪	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97 ()(
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note**Passif au titre de l'assainissement des sites contaminés**

La municipalité devra assumer les coûts liés à la réhabilitation des sites contaminés dont elle a la responsabilité ou dont il est probable qu'elle aura la responsabilité, pour lesquels aucun passif n'est constaté aux états financiers puisque, à la date des états financiers, il n'était pas prévu que des avantages économiques futurs soient abandonnés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	4 927 254	20 347		4 947 601
Eaux usées	102	3 858 851			3 858 851
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	15 471 294	510 258	196 406	15 785 146
Autres					
▪ Autres infrastructures	104.1	7 475 374	165 346	3 963 319	3 677 401
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	5 886 443	(539 846)	1 421 753	3 924 844
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	1 270 855	946 487		2 217 342
Ameublement et équipement de bureau	109	519 681	22 408	174 829	367 260
Machinerie, outillage et équipement divers	110	740 306	57 101	109 337	688 070
Terrains	111	868 458	81 377	166 977	782 858
Autres	112	124 185			124 185
	113	41 142 701	1 263 478	6 032 621	36 373 558
Immobilisations en cours	114	781 083	604 232	281 985	1 103 330
	115	41 923 784	1 867 710	6 314 606	37 476 888
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	2 093 400	118 865	14 731	2 197 534
Eaux usées	117	2 074 209	131 503		2 205 712
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	3 844 494	546 283		4 390 777
Autres					
▪	119.1	3 400 864	41 092	1 451 698	1 990 258
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	1 473 138	106 889	508 623	1 071 404
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	689 684	144 324		834 008
Ameublement et équipement de bureau	124	255 404	19 896	15 124	260 176
Machinerie, outillage et équipement divers	125	612 516	28 763	109 080	532 199
Autres	126	124 184			124 184
	127	14 567 893	1 137 615	2 099 256	13 606 252
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	27 355 891			23 870 636
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

Au cours de l'exercice, la municipalité a acquis des infrastructures, dont un montant de 0 \$ (446 971 \$ au 31 décembre 2023) est inclus dans les créditeurs et charges à payer.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Également, au cours de l'exercice la municipalité a acquis un véhicule pour 367 917 \$ en vertu d'un contrat de location-acquisition.

Finalement, la société a disposé d'immobilisations corporelles pour un montant de 5 382 682 \$ à l'encontre d'autres actifs financiers dans un contrat de location-vente, ce qui n'a eu aucun impact sur la trésorerie.

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	102 157	102 157
Immeubles industriels municipaux	133	73 896	73 896
Autres	134		31 683
	135	176 053	207 736
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		31 683
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	176 053	176 053

Note

17. Actifs incorporels achetés

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note

18. Autres actifs non financiers

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	143.1	111 875	143 750
Autres			
▪ Dépôt sur acquisition d'immobilisations corporelles	144.1		15 000
	145	111 875	158 750

Note

19. Obligations contractuelles

Office municipal d'habitation de la municipalité

L'Office municipal d'habitation d'Hébertville, la municipalité d'Hébertville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % du déficit d'exploitation et la municipalité subventionne le solde du déficit.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

De plus, la municipalité accorde une participation financière représentant 10 % du coût relié au supplément au loyer pour 20 % à 50 % des unités de logement, et ce, pour une période minimale de 5 ans.

Crédit de taxes à un organisme sans but lucratif

La municipalité a adopté un règlement instaurant un programme d'aide financière complémentaire au programme Accès logis de la Société d'Habitation du Québec. En vertu de ce programme, la municipalité s'est engagée à accorder un crédit de taxes foncières et de services à un organisme sans but lucratif, et ce, pour une période de 35 ans, échéant en 2045. Le montant de crédit accordé en 2024 est de l'ordre de 33 960 \$.

Contrats à long terme

La société s'est engagée, d'après des contrats de service à long terme pour le balayage et le nettoyage des rues ainsi que d'entretien, à verser une somme de 38 036 \$. Le contrat échoit en 2026.

Les paiements minimums exigibles pour les deux prochains exercices s'élèvent à 18 676 \$ en 2025 et à 19 360 \$ en 2026.

20. Droits contractuels

La municipalité reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations corporelles et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 538 872 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions est de 57 814 \$ en 2025, de 53 741 \$ en 2026, de 49 545 \$ en 2027, de 46 621 \$ en 2028, de 43 000 \$ en 2029 et de 288 151 \$ pour les années suivantes.

Baux emphytéotique

La municipalité s'est engagée, d'après des contrats de bail emphytéotique, à concéder à des sociétés le droit d'utiliser certaines immobilisations corporelles pour une période déterminée, en échange d'investissements à réaliser dans ces immobilisations corporelles. Ces contrats échoient le 31 décembre 2056 et comportent deux options de renouvellement pour une période additionnelle de trente-trois ans chacune dont la société peut se prévaloir.

Les baux emphytéotiques prévoient une obligation pour l'emphytéote de réaliser des investissements sur les immobilisations corporelles pour un montant totalisant 11 100 000 \$. Les baux incluent une option d'achat basée sur la juste valeur des immobilisations corporelles au 1^{er} janvier 2024. À l'expiration des baux, les investissements réalisés deviennent la propriété de la municipalité sans compensation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

La municipalité est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Lac-St-Jean-Est. Au 31 décembre 2024, la portion de la dette à long terme attribuable à la municipalité s'élève à 405 501 \$.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres*Régie intermunicipale du Parc industriel - Secteur Sud*

Les points autres de la Régie intermunicipale du parc industriel - Secteur Sud auxquels la municipalité participe à 30 % sont les suivants :

Au cours de l'exercice 2017, la Régie a obtenu une lettre du Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques suite à une demande de certificat d'autorisation pour le développement du parc industriel Sud dans une tourbière. Selon cette communication, dans le cas où le projet serait effectué, une compensation pour la perte de milieux humides ou hybrides serait exigible avant la délivrance de l'autorisation par le ministère. Selon la direction de la Régie, cette compensation devrait représenter des montants importants et pourrait amener l'abandon du projet. De l'avis de la direction, les impacts financiers en lien avec cette nouvelle loi ainsi que les orientations que pourraient prendre les membres du conseil de la Régie sur la continuité du parc industriel Sud est impossible à évaluer. Conséquemment, aucune dévaluation des propriétés destinées à la revente ne figure aux états financiers.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

24. Redressement aux exercices antérieurs

Au cours de l'exercice, la municipalité a modifié rétrospectivement la comptabilisation d'un revenu de transfert qui avait été classé en tant que « Montant des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme », alors qu'il a été versé comptant. Cette modification a entraîné, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023, une augmentation des réserves financières et fonds réservés de 1 996 537 \$, une diminution de l'investissement net dans les immobilisations et autres actifs et une augmentation de l'excédent (déficit) d'investissement de l'exercice du même montant.

Également, la municipalité a modifié rétrospectivement la comptabilisation d'un contrat de location-acquisition qui avait été comptabilisé dans les dépenses dans les années passées. Cette modification a entraîné, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023, une augmentation des charges d'administration générale de 4 355 \$ ainsi qu'une diminution de l'excédent (déficit) lié aux activités de 4 355 \$ et une diminution de l'excédent (déficit) accumulé lié aux activités au début de 50 645 \$. De plus, cette modification a entraîné, au 31 décembre 2023, une augmentation des immobilisations corporelles de 66 994 \$, de la dette à long terme de 121 994 \$, une diminution de l'actif net (dette nette) de 121 994 \$ et une diminution de l'excédent (déficit) accumulé lié aux activités à la fin de 55 000 \$.

Finalement, la municipalité a modifié rétrospectivement la comptabilisation d'un revenu d'investissement. Le revenu de transfert a été constaté par le passé alors que certaines dépenses liées à la subvention étaient inadmissibles. Cette modification a entraîné, au 31 décembre 2023, une augmentation des revenus reportés de 98 203 \$ et une diminution de l'actif net (dette nette) et de l'excédent (déficit) accumulé lié aux activités au début et à la fin du même montant.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires non consolidées.

26. Instruments financiers

Politique de gestion des risques

La municipalité est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la municipalité.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Risques financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la municipalité est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La municipalité juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la municipalité analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la municipalité représente son exposition maximale au risque de crédit.

Les actifs financiers en souffrance totalisent 657 645 \$ (636 166 \$ au 31 décembre 2023), ont tous une échéance inférieure à un an et sont présentés déduction faite d'une provision pour créances douteuses de 16 805 \$ (16 805 \$ au 31 décembre 2023).

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la municipalité au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires.

La municipalité n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2023) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice ni sur les gains de réévaluation nets (pertes de réévaluation nettes) de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la municipalité est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La municipalité est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la municipalité dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La municipalité établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créditeurs et charges à payer	1 121 612 \$	-	-	-
Emprunts temporaires	487 660 \$	-	-	-
Dette à long terme	1 099 947 \$	4 403 013 \$	6 762 021 \$	-
Total	2 709 219 \$	4 403 013 \$	6 762 021 \$	- \$

Fonds de roulement

La municipalité possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 700 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectuées sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	4 669 970	4 625 244	4 764 020			4 764 020
Compensations tenant lieu de taxes	2	223 813	234 241	235 462			235 462
Quotes-parts	3					195 769	
Transferts	4	266 685	378 023	616 960			616 960
Services rendus	5	1 231 897	1 422 205	146 642		11 151	157 793
Imposition de droits	6	226 871	212 230	306 965			306 965
Amendes et pénalités	7	16 521	10 000	7 770			7 770
Revenus de placements de portefeuille	8					811	811
Autres revenus d'intérêts	9	154 306	50 000	369 622			369 622
Autres revenus	10	98 289	20 000	1 482 029		5 767	1 487 796
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	6 888 352	6 951 943	7 929 470		213 498	7 947 199
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	4 390 852	312 500	371 418			371 418
Imposition de droits	16	400 000					
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18			81 377			81 377
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	4 790 852	312 500	452 795			452 795
	22	11 679 204	7 264 443	8 382 265		213 498	8 399 994
Charges							
Administration générale	23	828 015	837 197	938 544	20 747	10 042	969 333
Sécurité publique	24	466 081	493 390	493 365	72 202	187 383	573 794
Transport	25	1 404 370	1 410 773	1 409 871	659 352	3 011	2 072 234
Hygiène du milieu	26	695 681	811 017	773 443	270 879	160	1 044 482
Santé et bien-être	27	7 347	20 000	16 742			16 742
Aménagement, urbanisme et développement	28	356 522	316 299	377 332	2 265		362 984
Loisirs et culture	29	1 999 059	1 985 421	690 851	86 816		777 667
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	468 139	434 340	691 059		4 644	695 703
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	1 125 558		1 112 261	1 112 261		
	34	7 350 772	6 308 437	6 503 468		205 240	6 512 939
Excédent (déficit) lié aux activités	35	4 328 432	956 006	1 878 797		8 258	1 887 055

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
		Redressé note 24				
Excédent (déficit) lié aux activités	1	4 328 432	956 006	1 878 797	8 258	1 887 055
Moins : revenus d'investissement	2	(4 790 852)	(312 500)	(452 795)	()	(452 795)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(462 420)	643 506	1 426 002	8 258	1 434 260
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	1 125 558		1 112 261	25 354	1 137 615
Produit de cession	5	62 752		5 382 682		5 382 682
(Gain) perte sur cession	6	(36 240)		(1 167 333)		(1 167 333)
Réduction de valeur / Reclassement	7	31 683				
	8	1 183 753		5 327 610	25 354	5 352 964
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9			31 683		31 683
Réduction de valeur / Reclassement	10	(31 683)				
	11	(31 683)		31 683		31 683
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	(35 637)		75 709		75 709
Remboursement de la dette à long terme	17	(394 543)	(338 290)	(1 094 943)	(15 014)	(1 109 957)
	18	(430 180)	(338 290)	(1 019 234)	(15 014)	(1 034 248)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(122 786)	(40 160)	(5 817 318)	(2 486)	(5 819 804)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	79 038	6 500		2 742	2 742
Excédent de fonctionnement affecté	21	12 919		10 497		10 497
Réserves financières et fonds réservés	22	(65 750)	(271 556)	(122 212)	(6 329)	(128 541)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(96 579)	(305 216)	(5 929 033)	(6 073)	(5 935 106)
	26	625 311	(643 506)	(1 588 974)	4 267	(1 584 707)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	162 891		(162 972)	12 525	(150 447)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
		Redressé note 24			
Revenus d'investissement	1	4 790 852	452 795		452 795
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	43 824)(	22 408)(	) (	22 408)
Sécurité publique	3 (	17 068)(	(582 558))(	4 256)(	(578 302))
Transport	4 (	4 417 055)(	1 484 201)(	) (	1 484 201)
Hygiène du milieu	5 (	883 325)(	183 365)(	) (	183 365)
Santé et bien-être	6 (	) (	66 136)(	) (	66 136)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	102 558)(	610 791)(	) (	610 791)
Loisirs et culture	8 (	573 734)(	79 111)(	) (	79 111)
Réseau d'électricité	9 () () () () (
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 () () () () (
	11 (	6 037 564)(	1 863 454)(	4 256)(	1 867 710)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 () () () () (
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	) (	5 651 816)(	) (	5 651 816)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	4 089 116	798 066	75 233	873 299
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	122 786	5 817 318	2 486	5 819 804
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	656 403	153 943		153 943
Excédent de fonctionnement affecté	17	123 352	107 427		107 427
Réserves financières et fonds réservés	18	301 996	77 299		77 299
	19	1 204 537	6 155 987	2 486	6 158 473
	20	(743 911)	(561 217)	73 463	(487 754)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	4 046 941	(108 422)	73 463	(34 959)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023		2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
		Redressé note 24			
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 304 749	1 990 628	81 299	2 071 927
Débiteurs (note 5)	2	10 381 375	4 889 714	5 732	4 895 446
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7	31 683	5 651 813		5 651 813
	8	11 717 807	12 532 155	87 031	12 619 186
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10	3 488 715	487 660		487 660
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 874 432	1 103 824	17 788	1 121 612
Revenus reportés (note 11)	12	1 665 817	1 259 227	4 500	1 263 727
Dettes à long terme (note 12)	13	9 413 295	9 018 136	142 516	9 160 652
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	16 442 259	11 868 847	164 804	12 033 651
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(4 724 452)	663 308	(77 773)	585 535
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	27 081 701	23 617 545	253 091	23 870 636
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	102 158	102 157	73 896	176 053
Stocks de fournitures	20	89 399	91 930		91 930
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	152 354	105 009	6 866	111 875
	23	27 425 612	23 916 641	333 853	24 250 494
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	457 047	153 080	59 963	213 043
Excédent de fonctionnement affecté	25	378 830	409 376		409 376
Réserves financières et fonds réservés	26	2 468 897	3 096 368	11 780	3 108 148
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	667 843) (	680 532) (	) (	680 532)
Financement des investissements en cours	28	(270 942)	(1 123 347)	(136)	(1 123 483)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	20 335 171	22 725 004	184 473	22 909 477
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	22 701 160	24 579 949	256 080	24 836 029
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Redressé note 24					
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	1 525 299	1 471 104	1 538 849	1 466 943
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	316 289	303 552	308 843	263 139
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	2 943 902	1 842 563	1 944 769	3 147 735
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	393 840	405 755	410 399	365 834
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	40 500	285 304	285 304	104 846
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	847 717	768 290	572 521	582 390
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	223 640	303 220	303 220	259 188
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		1 112 261	1 137 615	1 148 302
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪	21.1	17 250	11 419	11 419	9 291
	22	6 308 437	6 503 468	6 512 939	7 347 668

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	213 043	554 547
Excédent de fonctionnement affecté	2	409 376	378 830
Réserves financières et fonds réservés	3	3 108 148	2 468 897
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	680 532)(	667 843)
Financement des investissements en cours	5	(1 123 483)	(386 550)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	22 909 477	20 601 093
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	24 836 029	22 948 974
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	153 080	457 047
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	59 963	97 500
	11	213 043	554 547
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Revenus de hockey et loisirs	12.1	10 863	18 585
▪ Travaux TECQ	12.2	3 481	3 481
▪ Autres	12.3	395 032	356 764
	13	409 376	378 830
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ RIPISS	14.1		
	15		
	16	409 376	378 830

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	339 653	294 741
Organismes contrôlés et partenariats	22	11 780	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25	2 736 715	2 154 156
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	20 000	20 000
Autres			
▪	30.1		
	31	3 108 148	2 468 897
	32	3 108 148	2 468 897

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33	()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35	()	()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38	()	()
	39	()	()
Assainissement des sites contaminés	40	()	()
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	()	()
Autres			
▪	43.1	()	()
	44	()	()
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	45	()	()
Utilisation du fonds de roulement	46	()	()
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	47	()	()
Utilisation du fonds de roulement	48	()	()
Autres			
▪	49.1	()	()
	50	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51	()	()
Mesure relative à la COVID-19	52	()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	53	()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54	()	()
Autres			
▪ Autres financements	55.1	(680 532)	(667 843)
	56	(680 532)	(667 843)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	57		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60		
Autres			
▪	61.1		
	62		
	63	(680 532)	(667 843)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64		
Investissements à financer	65 (	1 123 483)(	386 550)
	66	(1 123 483)	(386 550)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	23 870 636	27 355 891
Propriétés destinées à la revente	68	176 053	207 736
Prêts	69		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	24 046 689	27 563 627
Ajustements aux éléments d'actif	73	5 651 816	
	74	29 698 505	27 563 627
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	9 160 652)(	9 495 458)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	78 491)(	103 197)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	1 689 603	2 293 808
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	552 096	615 116
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	208 416	(272 803)
	80 (	6 789 028)(	6 962 534)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 ()()
	82 (	6 789 028)(	6 962 534)
	83	22 909 477	20 601 093

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	% %
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____

Description des régimes et autres renseignements

La municipalité offre à ses employés un REER collectif. La part de l'employeur est de 6 % des salaires bruts. Le coût de ce régime de retraite est imputé aux charges au cours de l'exercice où les fonds requis doivent être versés. Les cotisations ne concernent que les services courants.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113	56 089	38 566
REER	114		
Autres régimes	115		
	116	56 089	38 566

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice 117		

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans les cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice tel qu'établi par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118		727
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	2 450	2 450
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	2 450	2 450

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 926 476	3 926 476	3 842 877
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	3 926 476	3 926 476	3 842 877
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	282 791	282 791	281 344
Égout	13	156 003	156 003	157 034
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	339 356	339 356	331 010
Autres				
▪ Autres	16.1	44 192	44 192	43 582
Centres d'urgence 9-1-1	17	15 202	15 202	14 123
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	837 544	837 544	827 093
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	837 544	837 544	827 093
	27	4 764 020	4 764 020	4 669 970

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	52 809	52 809	52 809
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	44 080	44 080	34 289
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	136 495	136 495	133 723
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	233 384	233 384	220 821
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	2 078	2 078	2 992
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	2 078	2 078	2 992
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	235 462	235 462	223 813

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50	61 404	61 404	4 246
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	326 069	326 069	187 599
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	17 408	17 408	10 021
Réseau de distribution de l'eau potable	64			
Traitement des eaux usées	65	4 883	4 883	5 362
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
	Logement social	75		
	Autres	76		
	Sécurité du revenu	77		
	Autres	78		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	79		
	Rénovation urbaine	80		
	Promotion et développement économique	81		
	Autres	82		
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	83	18 826	18 826
	Activités culturelles			22 623
	Bibliothèques	84		
	Autres	85		
	Réseau d'électricité	86		
		87	428 590	428 590
				229 851

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	29 083	29 083	3 276 706
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105	61 593	61 593	737 968
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119	43 393	43 393	
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124	237 349	237 349	376 178
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128	371 418	371 418	4 390 852

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130	42 717	42 717	
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133			
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	145 653	145 653	41 080
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138			
	139	188 370	188 370	41 080
TOTAL DES TRANSFERTS	140	988 378	988 378	4 661 783

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations		Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS	2024		2024	2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147			
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale	Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)			
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	170		
Autres	171		
Autres	172		
	173		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	179		
Activités culturelles			
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182		
Réseau d'électricité	183		
	184		

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
	Greffe et application de la loi	185		
	Évaluation	186		
	Autres	187	34 410	1 682
		188	34 410	1 682
Sécurité publique				
	Police	189		
	Sécurité incendie			
	Premiers répondants	190		
	Autres	191		9 677
	Sécurité civile	192		
	Autres	193		
		194		9 677
Transport				
	Réseau routier			
	Voirie municipale	195		
	Enlèvement de la neige	196		
	Autres	197	4 810	3 500
	Transport collectif			
	Transport en commun			
	Transport régulier	198		
	Transport adapté	199		
	Transport scolaire	200		
	Autres	201		
	Autres	202		
		203	4 810	3 500
Hygiène du milieu				
	Eau et égout			
	Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204		
	Réseau de distribution de l'eau potable	205	11 155	3 165
	Traitement des eaux usées	206		
	Réseaux d'égout	207		
	Matières résiduelles			
	Déchets domestiques et assimilés	208		
	Matières recyclables	209		
	Autres	210		
	Cours d'eau	211		
	Protection de l'environnement	212		
	Autres	213		
		214	11 155	3 165

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale	Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)			
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	215		
Autres	216		
Sécurité du revenu	217		
Autres	218		
	219		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	220		
Rénovation urbaine	221		
Promotion et développement économique	222		
Autres	223	7 326	5 000
	224	7 326	5 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	225	88 941	1 218 550
Activités culturelles			
Bibliothèques	226		
Autres	227		
	228	88 941	1 218 550
Réseau d'électricité	229		
	230	146 642	1 241 574
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	146 642	1 241 574

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	15 765	15 765	17 860
Droits de mutation immobilière	233	196 280	196 280	69 062
Droits sur les carrières et sablières	234	94 920	94 920	539 949
Autres	235			
	236	306 965	306 965	626 871
AMENDES ET PÉNALITÉS	237	7 770	7 770	16 521
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238		811	1 439
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	369 622	369 622	154 338
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240	1 167 333	1 167 333	36 240
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242	1 497	1 497	13 141
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244	360 643	360 643	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246	2 500	8 267	7 067
Autres contributions	247			
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	31 433	31 433	46 408
	250	1 563 406	1 569 173	102 856
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	147 365		147 365	157 409	139 557
Greffé et application de la loi	2	165 996		165 996	165 996	100 359
Gestion financière et administrative	3	511 085	20 747	531 832	531 832	447 397
Évaluation	4	83 701		83 701	83 701	62 179
Gestion du personnel	5	30 397		30 397	30 395	19 933
Autres						
▪ Règlement retrait Ville d'Alma Régi	6.1					67 574
	7	938 544	20 747	959 291	969 333	836 999
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	248 889		248 889	248 889	238 435
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9					
Autres	10	212 890	72 202	285 092	293 319	273 289
Sécurité civile	11	13 909		13 909	13 909	9 766
Autres	12	17 677		17 677	17 677	15 894
	13	493 365	72 202	565 567	573 794	537 384
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	782 726	643 256	1 425 982	1 428 993	1 354 209
Enlèvement de la neige	15	505 903	16 096	521 999	521 999	476 775
Éclairage des rues	16	50 709		50 709	50 709	49 570
Circulation et stationnement	17	65 248		65 248	65 248	50 378
Transport collectif						
Transport en commun	18	5 285		5 285	5 285	
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	1 409 871	659 352	2 069 223	2 072 234	1 930 932

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	70 496	44 482	114 978	114 978	87 205
Réseau de distribution de l'eau potable	24	136 955	85 592	222 547	222 707	187 258
Traitement des eaux usées	25	113 143	101 070	214 213	214 213	194 037
Réseaux d'égout	26	47 286	39 735	87 021	87 021	77 053
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	102 770		102 770	102 770	95 760
Élimination	28	32 035		32 035	32 035	36 976
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	24 118		24 118	24 118	15 627
Tri et conditionnement	30	26 462		26 462	26 462	16 396
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	57 751		57 751	57 751	55 173
Autres	34	35 620		35 620	35 620	35 273
Plan de gestion	35	717		717	717	255
Autres	36	99 968		99 968	99 968	109 736
Cours d'eau	37	9 710		9 710	9 710	24 104
Protection de l'environnement	38	16 412		16 412	16 412	2 216
Autres	39					
	40	773 443	270 879	1 044 322	1 044 482	937 069
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	12 486		12 486	12 486	7 347
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44	4 256		4 256	4 256	
	45	16 742		16 742	16 742	7 347

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	131 888	2 265	134 153	134 153	162 337
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48	2 031		2 031	2 031	1 340
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	129 351		129 351	112 738	45 699
Tourisme	50	29 392		29 392	29 392	32 363
Autres	51					
Autres	52	84 670		84 670	84 670	113 998
	53	377 332	2 265	379 597	362 984	355 737
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	78 598	25 972	104 570	104 570	114 909
Patinoires intérieures et extérieures	55	16 385		16 385	16 385	26 237
Piscines, plages et ports de plaisance	56	5 486	765	6 251	6 251	130 355
Parcs et terrains de jeux	57	201 020	8 051	209 071	209 071	230 698
Parcs régionaux	58	117 641	47 538	165 179	117 641	76 295
Expositions et foires	59					
Autres	60	230 289		230 289	277 827	1 633 726
	61	649 419	82 326	731 745	731 745	2 212 220
Activités culturelles						
Centres communautaires	62					
Bibliothèques	63	41 432	4 490	45 922	45 922	59 300
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64					
Autres ressources du patrimoine	65					
Autres	66					
	67	41 432	4 490	45 922	45 922	59 300
	68	690 851	86 816	777 667	777 667	2 271 520

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	70	381 050		381 050	385 694	345 504
Autres frais	71	24 705		24 705	24 705	20 330
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72					
Autres	73	285 304		285 304	285 304	104 846
	74	691 059		691 059	695 703	470 680
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	1 112 261 (	1 112 261)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	20 346	20 346	737 968
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	510 257	510 257	4 439 754
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11	165 346	165 346	21 640
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	(582 558)	(582 558)	21 591
Édifices communautaires et récréatifs	14	42 712	42 712	32 441
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	946 487	946 487	114 532
Ameublement et équipement de bureau	18	22 408	22 408	56 172
Machinerie, outillage et équipement divers	19	52 844	52 844	148 091
Terrains	20	81 376	81 376	
Autres	21	604 236	608 492	599 533
	22	1 863 454	1 867 710	6 171 722

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	20 346	20 346	737 968
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Autres infrastructures	5	675 603	675 603	4 461 394
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	1 167 505	1 171 761	972 360
	12	1 863 454	1 867 710	6 171 722

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	7 304 847	367 917	123 224	7 549 540
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	7 304 847	367 917	123 224	7 549 540
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	2 293 808		604 205	1 689 603
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	2 293 808		604 205	1 689 603
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	2 293 808		604 205	1 689 603
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	2 293 808		604 205	1 689 603
	19	9 598 655	367 917	727 429	9 239 143
Dette en cours de refinancement	20 ())
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	9 598 655	367 917	727 429	9 239 143

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ

AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	9 096 628
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	1 123 483
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	128 435
--	---	---------

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

▪	5.1	
---	-----	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	6	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
--	---	--

Débiteurs	8	1 689 603
-----------	---	-----------

Autres montants	9	
-----------------	---	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

▪	11.1	
---	------	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	8 658 943
---	----	-----------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme des
organismes contrôlés et des partenariats**

	13	142 516
--	----	---------

Endettement net à long terme	14	8 801 459
------------------------------	----	-----------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme
d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	15	405 501
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	16	
---------------------------	----	--

Autres organismes	17	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	18	9 206 960
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
--	----	--

Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
--	----	--

	21	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	9 206 960
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	
---	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2	83 701	83 701	62 179
Autres	3	3 924	3 924	17 152
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	179 156		
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8	34 623	34 623	71 920
Transport collectif	9			
Autres	10	3 911	3 911	2 377
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	373 222	356 609	353 420
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16	12 486	12 486	7 346
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	18 876	18 876	14 255
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	52 072	52 072	42 937
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	6 319	6 319	10 804
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	768 290	572 521	582 390

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 863 454	6 037 564
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 863 454	6 037 564

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	3,00	35,00	5 798,00	340 406	59 699	400 105
Professionnels	2						
Cols blancs	3	4,00	35,00	7 180,00	248 183	64 836	313 019
Cols bleus	4	11,00	40,00	24 628,00	788 195	170 219	958 414
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	18,00		37 606,00	1 376 784	294 754	1 671 538
Élus	9	7,00			94 320	8 798	103 118
	10	25,00			1 471 104	303 552	1 774 656

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	510 451	194 762	8 826	274 339	988 378
	7	510 451	194 762	8 826	274 339	988 378

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	296 624	110 934
	4	296 624	110 934
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	122 370	97 551
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	122 370	97 551
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	168 386	145 795
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	168 386	145 795
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	9 002	10 926
Réseau de distribution de l'eau potable	18		
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	9 002	10 926
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	94 677	102 933
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	94 677	102 933
Réseau d'électricité			
	42		
	43	691 059	468 139

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Marc Richard	1.1	Maire	16 980	8 490	8 686	4 037
Caroline Gagnon	1.2	Conseiller	7 650	3 825		
Myriam Gaudreault	1.3	Conseiller	7 650	3 825		
Éliane Champigny	1.4	Conseiller	7 650	3 825	882	
Tony Côté	1.5	Conseiller	7 650	3 825		
Dave Simard	1.6	Conseiller	7 650	3 825		
Régis Lemay	1.7	Conseiller	7 650	3 825		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 700 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

3 164 821 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☒ ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 \$

Ligne 9 : Autres charges

11 \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer

17 \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 \$

Ligne 24 : Libres

20 \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 \$

Constatés au cours de l'exercice

24 \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54 ☐ ☒

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55 ☐ ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60 ☒ ☐

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ 17 500 \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65 ☐ ☒
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66 ☐ ☐
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ 182 336 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ 128 146 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 _____ 32 951 \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ 100 837 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ \$
 - Systèmes de drainage 76 _____ 25 008 \$
 - Abords de routes 77 _____ 15 491 \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ 174 287 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ 302 433 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 82 8331-2025

b) Date d'adoption de la résolution 83 2025-05-05

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution 85 6267-2019

b) Date d'adoption de la résolution 86 2019-10-17

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 124

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 52

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

☐☒

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☒☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2 ☒☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☐☒

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4 ☐☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5 ☐☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 ☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 ☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-12-15

Nom du signataire : Sylvain Lemay

Fonction du signataire : Directeur général et greffier-trésorier

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2025-12-17 15:45

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	6 888 352	6 951 943	7 929 470	213 498	7 947 199
Investissement	2	4 790 852	312 500	452 795		452 795
	3	11 679 204	7 264 443	8 382 265	213 498	8 399 994
Charges	4	7 350 772	6 308 437	6 503 468	205 240	6 512 939
Excédent (déficit) lié aux activités	5	4 328 432	956 006	1 878 797	8 258	1 887 055
Moins : revenus d'investissement	6 (	4 790 852)(	312 500)(	452 795)(	) (	452 795)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(462 420)	643 506	1 426 002	8 258	1 434 260
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	1 125 558		1 112 261	25 354	1 137 615
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	(35 637)		75 709		75 709
Remboursement de la dette à long terme	10 (	394 543)(	338 290)(	1 094 943)(	15 014)(	1 109 957)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	122 786)(	40 160)(	5 817 318)(	2 486)(	5 819 804)
Excédent (déficit) accumulé	12	26 207	(265 056)	(111 715)	(3 587)	(115 302)
Autres éléments de conciliation	13	26 512		4 247 032		4 247 032
	14	625 311	(643 506)	(1 588 974)	4 267	(1 584 707)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	162 891		(162 972)	12 525	(150 447)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	1 304 749	1 990 628	2 071 927
Débiteurs	2	10 381 375	4 889 714	4 895 446
Prêts	3			
Placements de portefeuille	4			
Autres	5	31 683	5 651 813	5 651 813
	6	11 717 807	12 532 155	12 619 186
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8	3 488 715	487 660	487 660
Créditeurs et charges à payer	9	1 874 432	1 103 824	1 121 612
Revenus reportés	10	1 665 817	1 259 227	1 263 727
Dette à long terme	11	9 413 295	9 018 136	9 160 652
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12			
Autres	13			
	14	16 442 259	11 868 847	12 033 651
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(4 724 452)	663 308	585 535
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	27 081 701	23 617 545	23 870 636
Autres	17	343 911	299 096	379 858
	18	27 425 612	23 916 641	24 250 494
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	457 047	153 080	213 043
Excédent de fonctionnement affecté	20	378 830	409 376	409 376
Réserves financières et fonds réservés	21	2 468 897	3 096 368	3 108 148
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	667 843)(	680 532)(	680 532)(
Financement des investissements en cours	23	(270 942)	(1 123 347)	(1 123 483)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	20 335 171	22 725 004	22 909 477
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			
	26	22 701 160	24 579 949	24 836 029

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Revenus de hockey et loisirs	1.1	10 863	18 585
▪ Travaux TECQ	1.2	3 481	3 481
▪ Autres	1.3	395 032	356 764
	2	409 376	378 830
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3		
	4	409 376	378 830
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	5.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	339 653	294 741
Organismes contrôlés et partenariats	8	11 780	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	2 736 715	2 154 156
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	20 000	20 000
Autres			
▪	14.1		
	15	3 108 148	2 468 897
	16	3 517 524	2 847 727

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	8 658 943
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	9 206 960

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	7 549 540	7 304 847
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	1 689 603	2 293 808
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	9 239 143	9 598 655

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	4 669 970	4 625 244	4 764 020	4 764 020
Compensations tenant lieu de taxes	13	223 813	234 241	235 462	235 462
Quotes-parts	14				
Transferts	15	266 685	378 023	616 960	616 960
Services rendus	16	1 231 897	1 422 205	146 642	157 793
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	243 392	222 230	314 735	315 546
Autres	18	252 595	70 000	1 851 651	1 857 418
	19	6 888 352	6 951 943	7 929 470	7 947 199
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	4 390 852	312 500	371 418	371 418
Autres	23	400 000		81 377	81 377
	24	4 790 852	312 500	452 795	452 795
	25	11 679 204	7 264 443	8 382 265	8 399 994

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	938 544	20 747	959 291	969 333	836 999
Sécurité publique						
Police	2	248 889		248 889	248 889	238 435
Sécurité incendie	3	212 890	72 202	285 092	293 319	273 289
Autres	4	31 586		31 586	31 586	25 660
Transport						
Réseau routier	5	1 404 586	659 352	2 063 938	2 066 949	1 930 932
Transport collectif	6	5 285		5 285	5 285	
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	367 880	270 879	638 759	638 919	545 553
Matières résiduelles	9	379 441		379 441	379 441	365 196
Autres	10	26 122		26 122	26 122	26 320
Santé et bien-être	11	16 742		16 742	16 742	7 347
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	131 888	2 265	134 153	134 153	162 337
Promotion et développement économique	13	158 743		158 743	142 130	78 062
Autres	14	86 701		86 701	86 701	115 338
Loisirs et culture	15	690 851	86 816	777 667	777 667	2 271 520
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	691 059		691 059	695 703	470 680
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	5 391 207	1 112 261	6 503 468	6 512 939	7 347 668
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	1 112 261 (	1 112 261)			
	21	6 503 468		6 503 468	6 512 939	7 347 668

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	4 790 852	452 795		452 795
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	6 037 564)(	1 863 454)(	4 256)(	1 867 710)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)(	5 651 816)(	)(	5 651 816)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	4 089 116	798 066	75 233	873 299
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	122 786	5 817 318	2 486	5 819 804
Excédent accumulé	6	1 081 751	338 669		338 669
	7	(743 911)	(561 217)	73 463	(487 754)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	4 046 941	(108 422)	73 463	(34 959)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14